



communiqué presse...

• Montreuil, le 30 mars 2026 /

La FNIC CGT et la coordination des syndicats CGT du groupe Total Energies communiquent...

Depuis le début de l'agression impérialiste en Iran, la direction de notre entreprise a fait le choix, comme toutes les majors, de spéculer sur le prix des carburants en saignant les travailleurs à la pompe.

Le gouvernement, de son côté, tente de rassurer l'opinion publique sur la capacité des installations de raffinage à assurer la consommation intérieure de produits raffinés.

En réalité, gouvernement et direction de TotalEnergies procèdent depuis plus de quinze ans à la casse progressive de nos outils industriels, au profit d'installations situées dans des pays aux normes environnementales et sociales bien moindres.

Depuis 2010, six raffineries ont été démantelées, **des milliers d'emplois au raffinage ainsi qu'aux fonctions supports ont été supprimés au sein de TotalEnergies (1 200 postes CDI supprimés à titre d'exemple chez TotalEnergies entre 2015 et 2024 dans le raffinage au périmètre France), des délocalisations de production très importantes, orchestrés dans des pays où les normes sociales et environnementales sont moindres. Dans le seul but de recourir massivement à l'importation de produits raffinés (principalement le gazole) qui n'a jamais été aussi élevé, pour augmenter encore et toujours les Profits.**

Sur les sites restants, nous constatons un abandon de la maintenance, considérée comme un simple coût, rendant nos installations fragiles, dangereuses et de moins en moins flexibles.

Notre coordination dénonce ces logiques de rentabilité à court terme, ces coupes budgétaires permanentes affectant les travailleurs organiques, les collègues sous traitants, les riverains et l'environnement. Cette austérité menace la pérennité de nos outils et les conditions de travail de tous.

En spéculant sur le prix à la pompe, TotalEnergies réalise des profits stratosphériques sur le dos des travailleurs.

Le mois de mars s'annonce comme un mois historique, jamais vu depuis la guerre du Golfe, et en interne les directions nous expliquent qu'il faut « faire tourner l'usine à cash », quel que soit l'état de nos installations.

Ce sont plusieurs mois de marges inédites qui sont attendus : plusieurs mois à tondre les travailleurs — et quand on voit les prix à la pompe, on se demande sincèrement si ça vaut la peine d'aller travailler pour se faire dépouiller en fai-

sant le plein. La réalité sociale de nos sites, elle aussi, est dramatique.

Les politiques de sous effectifs, d'austérité et de pression permanente ont conduit à des morts au travail, des blessés, et à une maltraitance généralisée.

TotalEnergies a même été condamnée dans l'affaire de Cédric Marchand, décédé sur le site de Normandie, un drame qui illustre tragiquement les conséquences humaines de cette gestion fondée sur l'économie à tout prix.

Idem sur le dépôt pétrolier de TOTALENERGIES de Flandres à Mardyck ou l'entreprise a été condamné pour avoir tenté de diminuer les effectifs d'intervention en cas de sinistre pour des raisons économiques. La justice a rappelé que la sécurité ne se monnaie pas

Nous sommes au début d'un nouveau cycle d'inflation qui frappera l'ensemble du monde du travail. Rappelons qu'en 2022, TotalEnergies a réalisé 36,2 milliards de dollars de bénéfices nets, un record historique. En 2023 encore, le groupe a engrangé 23,2 milliards de dollars de profits. Des bénéfices colossaux réalisés sur le dos des travailleurs.

Cet argent ne sera ni réinvesti dans l'outil industriel, ni dans les embauches : il ira directement dans les poches des actionnaires, déjà largement gavés.

La direction de TotalEnergies, fidèle à sa logique de rapacité, profite de la guerre pour spéculer et racketter la population.

Pendant ce temps, la direction refuse de répondre à la question salariale, se contentant d'une proposition indécente de 0,9 %, en dessous même des recommandations de la branche patronale.

Nos revendications sont claires :

-Plafonnement immédiat du carburant à 1,50 €, par encadrement des marges des majors, et abaissement des taxes.

-Transparence totale sur les profits de TotalEnergies.

-Investissements massifs dans la maintenance, la sécurité et les embauches dans les sites industriels.

-Des augmentations salariales de haut niveau, à la hauteur de la richesse produite par les travailleurs.